

UNION LOCALE
DES SYNDICATS CGT
DE BOURGES



5, Boulevard Clémenceau
18000 BOURGES

Tél. : 02.48.65.36.25
Fax : 02.48.65.50.27
Port : 06 87 26 05 35
Email : cgt.ul.bourges@wanadoo.fr
Site : <http://www.ud18.cgt.fr>

Malgré l'opposition grandissante à leurs politiques, le Président de la République et son gouvernement poursuivent leur entreprise de casse des droits sociaux.

Tout y passe, sécurité sociale, politique familiale, code du travail, 35 heures, services publics, emploi industriel... Au nom du libéralisme et du profit, tout doit être bradé !

Ces acquis et conquêtes sociales ont été et restent encore aujourd'hui l'épine dorsale du statut social français, qui a assuré et assure des conditions d'accès pour tous, au droit à la santé, à l'éducation, à la retraite des salariés dans leur masse.

La politique de Sarkozy est aux antipodes de ces choix de progrès social, de démocratie, qui impliquent un respect de la dignité humaine, notamment des plus fragilisés par la précarité et les injustices sociales.

La question des salaires, dans les secteurs public et privé, n'est toujours pas réglée malgré les promesses du candidat Sarkozy !

La présence du chef de l'état doit être une nouvelle occasion pour les salariés, actifs, retraités et privés d'emplois, et plus largement ceux et celles qui s'opposent et luttent contre l'ultralibéralisme, d'exprimer leur opposition à ces politiques.

Tous ensemble, le 13 juin, exigeons du Président de la République, la mise en œuvre d'autres politiques !

La CGT appelle aussi les salariés à se rassembler, ce même jour à 14h30, devant le Tribunal de Commerce de Bourges, qui se prononcera sur l'avenir du site industriel des Fonderies de St Satur et de ses 122 emplois. Rappelons à Sarkozy ses engagements sur l'emploi industriel !

Vendredi 13 juin,

Le Président Sarkozy annoncé à Bourges,

Ne laissons pas passer une chance d'exprimer notre opposition à ses réformes !

La CGT appelle les salariés à se rassembler devant la préfecture du Cher (Place Marcel Plaisant) à 11h30.

Le slogan « *travailler plus pour gagner plus* » a fait long feu. Le Gouvernement et la majorité parlementaire de Sarkozy s'apprêtent d'ailleurs à minorer les majorations pour heures supplémentaires...

Pourtant, la question du pouvoir d'achat est la principale préoccupation pour des millions de salariés : le coût du logement, des transports, des soins, de l'éducation, de l'énergie, des achats au quotidien sont en constante augmentation et pèsent très lourdement sur le budget des familles.

Cette situation a une cause principale : **les salaires directs et indirects sont trop bas !**

Il faut casser l'idée reçue que les cotisations sociales seraient des « charges » supplémentaires alors que c'est un principe de solidarité mis en place pour contribuer au financement des retraites, de la sécurité sociale, des accidentés du travail, etc.

Pourtant, l'argent existe pour satisfaire les revendications, il faut cependant faire le choix de l'utiliser autrement !